INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 4 mai 2022**

* Les marchés actions européens ont fini dans le rouge, la prudence étant de mise dans l'attente de la décision de la Fed. L’indice CAC 40 a clôturé en repli de 1,24% à 6 395,68 points tandis que l’EuroStoxx50 a cédé 0,88% à 3 728,05 points. Le rouge était également la couleur dominante à Wall Street où l’indice S&P 500 perdait 0,62% vers 17h30.
* Les investisseurs ont un rendez-vous de grande importance ce soir, avec la Fed. En outre, il est probable qu'elle publie de nouveaux détails sur la réduction de son bilan.
* S'il ne fait guère de doute que la banque centrale américaine relèvera d'au moins 50 points de base son principal taux, les économistes s'interrogent sur la suite. Les investisseurs jugent que la Fed a commencé à agir trop tard pour contrecarrer l'inflation. Dans ce contexte, les propos de son président Jerome Powell seront décortiqués lors de sa conférence de presse
* " La Fed laissera-t-elle entendre que de nouvelles hausses de taux de 50 points de base pourraient suivre, comme le marché l'a maintenant prévu ? Ou préférera-t-elle un rythme plus modéré de 25 points de base, car une approche agressive comporte des risques pour l'économie ? s'interroge Commerzbank ".
* Le Brent progresse de près de 3% en fin de journée, à 109,02 dollars le baril. La Commission Européenne a proposé mercredi soir un embargo total sur le pétrole russe comme nouvelle sanction contre la Russie suite à son invasion de l'Ukraine. La mesure, qui doit être validée par les 27, risque toutefois d'avoir du mal à passer en raison de la forte dépendance de certains pays au pétrole russe, notamment la Hongrie, qui estime n'avoir aucune garantie de l'UE sur sa sécurité énergétique. Une dérogation pourrait être proposée de manière à permettre au pays de continuer ses achats jusqu'en 2023.
* Si les investisseurs du monde entier ont les yeux tournés vers la Fed, qui devrait relever ses taux de 50 points de base, la Banque centrale indienne a été la première à resserrer sa politique monétaire aujourd'hui. Son principal taux directeur a été relevé de 40 points de base à 4,40% après les avoir maintenus à ce niveau historiquement bas ces deux dernières années. Cette décision a été prise alors que l'inflation est passée de 6,1% à 7% entre février et mars et devrait continuer de progresser.

Le conseil de politique monétaire " s'attend à ce que l'inflation se maintienne à des niveaux élevés, justifiant des mesures résolues et calibrées pour ancrer les attentes d'inflation et contenir les effets de second tour ", peut-on lire dans la communication de la Reserve Bank of India.

" L'inflation doit être maîtrisée afin de maintenir l'économie indienne sur la voie d'une croissance soutenue et inclusive " a commenté son gouverneur. D'autres hausses des taux sont attendues par les spécialistes.

* L'indice des directeurs d'achats (PMI) dans les services, établi par l'ISM, s'est élevé à 57,1 pour le mois d'avril, en baisse par rapport aux 58,3 de mars, décevant ainsi les attentes des analystes (58,5).
* En mars 2022, le volume des ventes du commerce de détail corrigé des variations saisonnières a diminué de 0,4% dans la zone euro et de 0,2% dans l’Union européenne, par rapport à février 2022, selon les estimations d’Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Elles étaient anticipées en repli de 0,1% en zone euro. En février 2022, le volume du commerce de détail a augmenté de 0,4% dans la zone euro et de 0,3% dans l’UE.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, les valeurs liées au pétrole ont dominé le palmarès. En revanche, EDF a fini en net repli après avoir averti que le chantier Hinkley Point C coutera encore plus cher.
* L'action Ubisoft (+8,9% à 46,6 euros) a accru ses gains dans l'après-midi pour terminer en tête de l'indice SBF 120 grâce à de nouvelles spéculations sur un rachat. La famille fondatrice de l'éditeur de jeux vidéo, les Guillemot, envisagerait de s'associer à une société de capital-investissement pour acquérir l'entreprise, affirme Dealreporter. La famille Guillemot détient 15,9% des actions de la société et 22,3% des actions à droit de vote. Ubisoft avait progressé nettement fin avril, Bloomberg affirmant que les fonds d'investissement KKR et Blackstone s'intéressaient à l'éditeur de jeux vidéo

Ubisoft avait déjà fait l'objet de spéculations en début d'année à propos d'un rachat après l'offre d'Activision Blizzard par Microsoft pour 68,7 milliards de dollars en numéraire. Son capital éclaté, sa propriété intellectuelle et son importante capacité de développement en font une cible idéale.

Par le passé, l'éditeur français et la famille Guillemot ont cependant déjà résisté à Electronic Arts et à Vivendi. Il semblerait qu'ils n'aient pas l'intention de se laisser faire cette fois-ci non plus.

* Vivendi (+1,67% à 11,30 euros) a signé la plus forte hausse du CAC 40. Le groupe a profité des bons résultats d'UMG, qui a publié hier soir des résultats trimestriels en hausse, malgré un léger repli de la rentabilité. Le géant français détient encore 10% du leader mondial du divertissement musical. Bolloré :18%. UMG a dévoilé un Ebitda ajusté de 455 millions d'euros au premier trimestre, en hausse de 14,9%. C'est environ 2% au-dessus des attentes. En revanche, la marge sur Ebitda a reculé de 1,2 point de pourcentage à 20,7% contre un consensus de 21,2%.

La rentabilité du leader mondial du divertissement musical a été affectée par la ventilation différente de son activité globale d'un an sur l'autre. Le Merchandising et les autres revenus (performances live...) ont représenté une part plus importante du chiffre d'affaires que l'année dernière.

Or ces branches dégagent une rentabilité nettement inférieure que celles de la Musique Enregistrée et de l'Édition Musicale.

Le chiffre d'affaires d'UMG a progressé de 21,6% (+16,5% à changes constants) à 2,2 milliards d'euros, soit environ 4,5% au-dessus des attentes du marché, avec une hausse des revenus de la publicité en streaming de 25,1% et de ceux des abonnements de 18,3%. Les ventes physiques ont progressé de 11,3%, portée par les les CD et les vinyles, alors que les ventes numériques ont chuté de 16%.

Par activité, la Musique Enregistrée a connu une croissance de 16% à 1,72 milliard d'euros. L'édition musicale a pour sa part progressé de 38,4% à 375 millions d'euros et le Merchandising, de 81,4% (+69,8% à changes constants) à 107 millions.

* EDF a cédé 2,5% à 8,4 euros. L'électricien a pourtant dévoilé une croissance impressionnante de son chiffre d'affaires trimestriel : +61% à 35,6 milliards d'euros ! Mais il a prévenu. Ce bond s'explique par la flambée de l'électricité et du gaz. Aussi, l'Ebitda n'en profitera guère. De surcroît, la baisse de la production nucléaire liée à un parc chancelant pénalisera ce même Ebitda, le groupe étant contraint de s'approvisionner sur les marchés à prix fort. Autre ombre au tableau : le chantier Hinkley Point C coutera, encore, plus cher.

Dans le détail, la production nucléaire en France s'établit à 91,7 TWh, soit 7,5 TWh de moins qu'à la même période en 2021, en raison d'une moindre disponibilité du parc nucléaire due essentiellement à l'impact de la découverte d'indications de corrosion sous contrainte.

EDF a rappelé que le recul de la production nucléaire induit des achats dans un contexte de prix très élevés qui pénaliseront l'Ebitda.

Ainsi, au premier trimestre, le groupe est en position net acheteur du fait de la moindre production nucléaire et hydraulique, contrairement au 1er trimestre 2021 où il était net vendeur. L'impact sur le chiffre d'affaires est estimé à - 215 millions d'euros.

Concernant le projet de réacteur nucléaire Hinkley Point C en Grande-Bretagne, sujet de controverse majeur au sein du groupe à l'époque de sa signature en 2016 (le directeur financier Thomas Piquemal avait démissionné), pas de miracle. Son achèvement est retardé et son coût allongé.

EDF communiquera en détail sur ce point avant la fin juin. Pour l'heure, il explique cette déconvenue par le Brexit, le Covid et la guerre en Ukraine, les goulots étranglement persistants dans la "supply chain", et bien sûr, l'inflation.

En janvier 2021, dernier point d'étape, le groupe avait décalé de six mois la livraison du projet, c'est-à-dire à juin 2026. Un retard dont le coût était estimé à 500 millions de livres, ce qui portait le coût total du réacteur à entre 22 et 23 milliards de livres, soit plus de 27 milliards d'euros.

* Vallourec a gagné 2,% à 11,6 euros, soutenu par la hausse des cours du pétrole liée à la volonté de l'Union européenne de se passer de pétrole russe. Le fabricant de tubes sans soudure en acier destinés à l'industrie pétrolière a également annoncé une bonne nouvelle. La société, désormais contrôlée par les fonds Apollo et SVPGlobal, a redémarré partiellement l'exploitation de sa mine de fer à Pau Branco, au Brésil, sans utiliser le parc de résidus, après avoir obtenu l'accord des autorités minières à cet effet, pour une période de trois mois.

Sous ce régime temporaire, permis par la possibilité de recourir à des zones de stockage alternatives, l'objectif est de passer progressivement de 70 % à la pleine production. Vallourec prépare en parallèle le retour à une exploitation normale, qui sera soumis à la validation par les autorités minières et environnementales de la stabilité du parc de résidus.

Le 8 janvier dernier, des pluies exceptionnelles ont frappé l'Etat du Minas Gerais (Brésil). Conséquence, une partie du parc de résidus miniers de la mine de fer de Vallourec à Pau Branco a glissé dans une retenue d'eau de pluie, entraînant le débordement de celle-ci, et l'interruption du trafic sur la route nationale située en contre-bas.

La structure de la retenue d'eau n'a pas été affectée, et il n'y a pas eu de victime.

Pour autant, Vallourec a écopé d'une amende de 288 millions de réals brésiliens (environ 45 millions d'euros).

Lors de la publication de ses résultats annuels, le 24 février dernier, le groupe avait annoncé s'être engagé à réparer les impacts environnementaux sur la zone affectée. Pour ce faire, Vallourec avait constitué une garantie de 200 millions de BRL (approximativement 35 millions d'euros).

* Airbnb a réalisé au premier trimestre 2022 une perte de 19 millions de dollars, soit 3 cents par action, en nette amélioration après la perte de 1,2 milliard enregistrée l'an passé à la même époque. C'est aussi mieux que la perte de 25 cents par action attendue par le consensus FactSet. Le chiffre d'affaires a quant à lui fait un bond de 70% pour grimper à 1,5 milliard, alors que le consensus visait 1,45 milliard. La plateforme de logements de vacances a également comptabilisé 102,1 millions de nuits réservées, un record.

Au second trimestre, Airbnb a déclaré s'attendre à un chiffre d'affaire compris entre 2,03 et 2,13 milliards de dollars, pour un consensus de 1,96 milliard, et à un nombre de nuitées réservées proche du trimestre dernier.

**ANALYSES**

* La guerre en Ukraine a d'ores et déjà provoqué une véritable déflagration, évidemment sur le plan géopolitique, mais aussi pour l'économie mondiale. Le Fonds monétaire international vient de réviser à la baisse, très nettement, ses perspectives de croissance tandis que l'inflation, poussée par le choc des prix de l'énergie ou de certains produits agricoles, s'accélère et atteint des niveaux inconnus depuis quarante ans.

La remontée des taux d'intérêt paraît inévitable et de nature à mettre fin à la reprise post-Covid. Nouriel Roubini annonce une tempête stagflationniste tandis que Kenneth Rogoff souligne la menace croissante d'une récession mondiale. Cette situation fait peser des risques considérables sur la stabilité financière internationale, sous l'angle des marchés, des banques et des investisseurs, et sur le plan macroéconomique.

A l'échelle des marchés internationaux, on a déjà observé un ajustement violent des prix des actions et une nette remontée des taux longs sur les marchés obligataires. L'exposition directe ou indirecte des banques au risque Russie ou au risque Ukraine (risque souverain, risque de portefeuille sur actifs privés, risque de contrepartie) suscite de nouvelles inquiétudes dans la zone euro.

Les conditions financières se tendent dans les émergents sous la forme d'une baisse des valorisations boursières et d'une hausse du coût du crédit ou des émissions obligataires en réponse à un bond des primes de risque, couplées à une forte volatilité.

Dans le passé, le resserrement des politiques monétaires et, surtout, la remontée des taux américains ont le plus souvent induit un « sudden stop » des mouvements internationaux de capitaux parmi les émergents, exerçant une pression sur les taux de change et sur la situation des débiteurs en dollars, et provoquant des crises financières (1994, 1997, 2006, 2013).

On peut donc craindre une propagation de ces tensions vers l'ensemble de la finance mondiale et la résilience de celle-ci pourrait être mise à rude épreuve.

Sur le plan macroéconomique, les risques, là aussi, s'accentuent. La décélération de l'activité et la hausse prévisible des dépenses militaires et des compensations apportées aux ménages pour faire face à la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, sans parler des coûts considérables des politiques de décarbonation et de transition énergétique, pourraient donner un coup d'arrêt aux politiques de stabilisation de l'endettement public, dans un contexte de normalisation monétaire imposé par l'inflation qui en augmentera la charge.

Cela devrait réduire l'épargne disponible dans les économies à excédent de balance des paiements courants (l'Allemagne, les Pays-Bas, la Chine, le Japon, l'Irlande…) et donc hypothéquer l'équilibre macroéconomique mondial en privant de leurs financements internationaux les pays à déficit d'épargne et en situation de déficit courant, tout en suscitant de nouvelles pressions à la hausse des primes de risque et des taux d'intérêt et à la baisse des taux de change.

Au-delà de nombreux émergents, tel est le cas des Etats-Unis ou du Royaume-Uni, mais aussi de la France, de la Turquie, des économies sub-sahariennes. Une sorte de guerre mondiale de l'épargne pourrait s'ensuivre en réponse à la diminution de l'excès d'épargne globale, le fameux « global saving glut » (excès d'épargne mondiale) de Ben Bernanke.

Voilà pourquoi l'économie mondiale encourt aujourd'hui le risque d'une nouvelle crise systémique de nature à accentuer la remontée des taux et à amplifier la menace de récession.

**L’AGENDA DU 5 mai 2022**

**8h00 en Allemagne**  
Commandes à l'industrie en mars  
  
**8h45 en France**  
Production industrielle en mars  
  
**13h00 au Royaume-Uni**  
Décision de politique monétaire de la Banque d'Angleterre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Inscriptions hebdomadaires aux Etats-Unis  
Productivité non agricole au premier trimestre  
Coût unitaire du travail au premier trimestre